



Taux actuels de **retard de croissance**: 6.9% **d'émaciation**: 21.4% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale**: 11.8%

Source: Gouvernement cap-verdien (A Saude das Crianças Menores de Cinco Anos, 1994)

## Bons résultats

- Cap-Vert : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Cap-Vert : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 98% des enfants en 1996.
- Cap-Vert : en 2015, 91.7% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Cap-Vert : 97.6% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2005.
- Cap-Vert : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.
- Le taux d'enregistrement des naissances (91% en 2010) est élevé, permettant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

## Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (2.6% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Cap-Vert : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (11.7% des dépenses publiques en 2014) se rapprochent des engagements du gouvernement énoncés dans la Déclaration d'Abuja de l'Union africaine (15% des dépenses publiques), sans toutefois leur correspondre tout à fait.
- Cap-Vert : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Cap-Vert : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Growth and poverty Reduction Strategy III) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Cap-Vert : ce pays n'a pas encore adopté de stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Cap-Vert : ce pays n'a pas mis en place de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Cap-Vert : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2005.
- Cap-Vert : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

## Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	2.6%	2014	34e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>1</sup>	11.7%	2014	14e
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>2</sup>	Bon	2014	9e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>2</sup>	Bon	2013	5e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	91%	2010	5e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>2</sup>	Médiocre	2014	20e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>2</sup>	Moyen	2014	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>3</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>3</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	7e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

## Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2012	18e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	98%	1996	10e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	91.7%	2015	7e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	72.2%	2015	5e
Visites médicales pour les femmes enceintes	97.6%	2005	5e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2012 - 2016	35e ex aequo
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Non	2012	44e ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2013	36e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2005	35e ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré.

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel